



RESUME DE LA PREMIERE REUNION DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE: 24 SEPTEMBRE 2013

La réunion inaugurale du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN), s'est ouverte, sous les auspices de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), mardi 24 Septembre 2013, à 15h00, dans la salle du Conseil de tutelle, au Siège des Nations Unies à New York. La réunion faisait suite à la séance de clôture du Forum prédécesseur, la Commission des Nations Unies sur le développement durable, qui a eu lieu vendredi 20 septembre 2013.

Le thème de la session était "Bâtir l'avenir que nous voulons: De Rio+20 au programme de développement pour à l'après-2015". Un rassemblement des présidents, premiers ministres, ministres et autres officiels était présent aux discours d'ouverture du président de l'Assemblée générale, John Ashe (Antigua et-Barbuda) et du secrétaire général, Ban Ki-moon. D'autres déclarations d'ouverture ont été présentées par les personnalités suivantes: Nestor Osorio, président du Conseil économique et social (ECOSOC), Dilma Rousseff, présidente du Brésil, Enrico Letta, premier ministre d'Italie, Jim Yong Kim, président du Groupe de la Banque mondiale, Christine Lagarde, Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) et Gita Sen, représentant les grands groupes sociaux.

La session a été divisée en plusieurs segments qui ont compris des déclarations liminaires de chefs d'Etat et de gouvernement et de ministres ainsi que des interventions de la salle, sur les thèmes suivants: "De la vision à l'action", "Des partenariats mondiaux au service du développement pour créer des emplois et améliorer la durabilité des modes de vie", "Cartographie de la voie à suivre pour éradiquer la pauvreté et réaliser le développement durable". A la clôture de la séance, à 20h30, beaucoup étaient d'avis que la réunion inaugurale a confirmé la préparation de l'ensemble des pays à mettre en œuvre la vision de Rio+20 et la nécessité de placer l'éradication de la pauvreté et le développement durable au cœur du programme de développement de l'après-2015.

BREF HISTORIQUE DU FPHN

La création du forum politique de haut niveau sur le développement durable a été demandée par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (CNUDD ou

Rio+20) en juin 2012, dans son document final intitulé « L'avenir que nous voulons ». Le paragraphe 84 précise: « Nous décidons de créer un forum politique de haut niveau universel intergouvernemental, fondé sur les points forts, les expériences, les ressources et les modalités de la participation inclusive de la Commission du développement durable, et devant remplacer ensuite la Commission. Le forum politique de haut niveau sera suivi de la mise en œuvre du développement durable et doit éviter tout chevauchement avec les structures, organes et entités disponibles de manière avantageuse ».

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE:

La Commission du développement durable (CDD) a émergé d'Action 21, le programme d'action pour le développement durable adoptée en juin 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, connue aussi sous l'appellation de « Sommet de la Terre ». Action 21 appelait à la création de la CDD pour assurer un suivi efficace de la CNUED, améliorer la coopération internationale et examiner les progrès accomplis

DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FPHN	1
Compte-rendu du FPHN	3
Ouverture du Forum politique de haut niveau	3
Dialogue des dirigeants mondiaux, forum politique de haut niveau: De la vision à l'action	4
Dialogue des dirigeants mondiaux: Des partenariats mondiaux axés sur le développement pour créer des emplois et améliorer les modes de vie durables	5
Courts messages clés à propos du développement durable	7
Dialogue des dirigeants mondiaux: Cartographie de la voie à suivre pour l'élimination de la pauvreté et la réalisation du développement durable	7
Clôture de la réunion	8
Brève analyse de la CDD et du FPHN	9
Réunions à venir	10
Glossaire	11

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé et édité par Pamela Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>, Faye Leone et Kate Offerdahl. Version française: Mongi Gadhoum – Correctrice: Myriam Gadhoum. Révision: Dan Birchall. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le bailleur de fonds du *Bulletin* est la Commission européenne (DG-ENV). Un soutien général est accordé au *Bulletin* au titre de l'exercice 2013 par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU), le ministère suédois de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV), le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales-IGES), et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par les gouvernements de la France, de la Wallonie, du Québec et de l'Organisation internationale de la francophonie / Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, par courriel au <kimo@iisd.org>, par téléphone au +1-646-536-7556 ou au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

dans la mise en œuvre d'Action 21 aux niveaux local, national, régional et mondial. En 1992, la 47^e session de l'Assemblée générale a adopté la résolution 47/191, qui établissait le mandat et la composition de la CDD, l'organisation des travaux, les relations avec d'autres organes des Nations Unies, les dispositions relatives au Secrétariat et les lignes directrices régissant la participation des principaux groupes sociaux.

La CDD a tenu sa première session de fond en juin 1993 et s'est, depuis, et durant 20 ans, réunie chaque année au siège de l'ONU à New York. Au cours de ses cinq premières années, la CDD a systématiquement procédé à l'examen de la mise en œuvre de tous les chapitres d'Action 21. Le deuxième programme de travail quinquennal était organisé autour de questions thématiques économiques, sectorielles et intersectorielles, comme: l'industrie, les approches stratégiques de la gestion de l'eau douce, le transfert de technologie, le renforcement des capacités, l'éducation, la science et la sensibilisation (CDD-6), le tourisme, les océans et les mers, et les modes de consommation et de production (CDD-7), l'agriculture durable et la gestion des terres, la planification et la gestion intégrée des ressources en terres, les ressources financières, le commerce et l'investissement et la croissance économique (CDD-8), l'énergie et les transports, l'atmosphère et l'énergie, et l'information au service des processus décisionnels et, la participation et la coopération internationale pour un environnement favorable (CDD-9).

Suite à la Conférence de 1994 des Nations Unies sur le développement durable des petits États insulaires en développement (PEID), tenue à Bridgetown, à la Barbade, la CDD a été chargée d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade (PAB) pour le développement durable des PEID et d'examiner les progrès accomplis, dans le cadre du programme de travail thématique pluriannuel de la CDD.

La CDD-10 a servi de Comité préparatoire du Sommet mondial sur le développement durable, qui s'est tenu à Johannesburg, en Afrique du Sud, en septembre 2002. Le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMŒJ) a réaffirmé que la CDD est le forum de haut niveau pour le développement durable au sein du système des Nations Unies. A la CDD-11, en 2003, et en réponse au PMŒJ, la Commission a adopté un nouveau programme pluriannuel de travail devant être organisé en une série de cycles biennaux d'application. Chaque cycle consistait en une Session d'examen et une Session de directives politiques, et examinait un ensemble de questions thématiques et thèmes intersectoriels. Le cycle des CDD 12 et 13 a adopté des recommandations pour traiter l'eau, l'assainissement et les établissements humains. Le cycle des CDD 14 et 15 a examiné l'énergie, le développement industriel, la pollution atmosphérique/l'atmosphère et le changement climatique, mais n'est pas parvenu à s'entendre sur des recommandations d'action. Le cycle des CDD 16 et 17 a adopté des recommandations portant sur la sécheresse, la désertification, l'agriculture, les sols, le développement rural et l'Afrique. Le cycle des CDD 18 et 19 s'est concentré sur le module thématique des transports, produits chimiques, gestion des déchets, exploitation minière et modes de consommation et de production durables (CPD), mais n'a pas été en mesure d'adopter des recommandations.

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE (Rio+20): Durant les dix jours de juin 2012 qui ont vu se tenir, à Rio de Janeiro, au Brésil, la troisième et dernière réunion du Comité préparatoire, des consultations informelles pré-conférence modérées par le pays hôte et la CNUDD, les délégations gouvernementales ont terminé leurs négociations sur le document final de Rio+20, intitulé '*L'avenir que nous voulons*'. Le document appelle l'Assemblée générale à prendre des décisions concernant, entre autres: la désignation de l'organisme qui doit se charger de la mise en marche du Cadre décennal de programmation du mode de CPD; la détermination du format et autres aspects organisationnels d'un forum politique de haut niveau sur le développement durable pour remplacer la CDD; le renforcement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); la constitution d'un groupe de travail ouvert (GTO) sur un ensemble d'objectifs de développement durable (ODD) devant être approuvés par l'Assemblée générale; l'établissement d'un processus intergouvernemental, relevant de l'AGNU, pour l'établissement d'un rapport proposant des options pour une stratégie efficace de financement du développement durable; et la prise en considération d'un ensemble de recommandations du Secrétaire général concernant l'élaboration d'un mécanisme de facilitation visant à favoriser la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies propres et écologiquement rationnelles.

En outre, l'Assemblée générale a été appelée à prendre, dans les deux années qui suivent, une décision concernant l'élaboration d'un instrument international relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, en faveur de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des lignes de juridiction nationale. La Commission des statistique des Nations Unies y est appelée à lancer un programme de travail pour la prise des mesures plus larges en complément du produit intérieur brut (PIB), et le système des Nations Unies y est encouragé, selon ce qu'il convient, à soutenir les bonnes pratiques et faciliter l'action pour l'intégration des rapports sur la durabilité.

Le document final comprend aussi des libellés portant sur les subventions qui faussent le commerce et sur les subventions accordées à la pêche et aux combustibles fossiles. S'agissant des PEID, le texte appelle à la poursuite de l'amélioration des efforts visant à aider les PEID dans la mise en application du PAB et de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre, et au renforcement du soutien accordé par le système de l'ONU aux PEID aux fins de leur permettre de faire face aux défis actuels et émergents. Il appelle également à la tenue d'une troisième Conférence internationale sur les PEID, devant se tenir en 2014.

AGNU-67: La 67^e session de l'Assemblée générale a adopté une résolution sur la mise en œuvre d'Action 21 et du document issu de Rio+20 (A/RES/67/203), qui décrit le processus de négociation à entreprendre pour la création d'un FPHN, et qui recommande que la CDD tiende une session finale "courte et procédurale" après la conclusion des négociations sur le FPHN. Le texte appelle également le GTO sur les ODD à présenter son rapport à l'Assemblée générale, à sa 68^e session, et à présenter des rapports réguliers, en tenant compte de la tenue du premier FPHN, et à l'organisation, en 2013, d'une réunion spéciale consacrée au suivi des efforts accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

RESOLUTION 67/290: Le président de la 67^{ème} Assemblée générale, a appelé les ambassadeurs du Brésil et d'Italie à mener des consultations informelles sur le format et les modalités d'organisation du FPHN. Ces consultations ont commencé en janvier 2013 et ont abouti à l'adoption de la résolution 67/290 du 9 juillet 2013. La Résolution 67/290 décidait que, conformément à son caractère universel intergouvernemental, le FPHN doit:

- fournir un leadership, des directives et des recommandations politiques concernant le développement durable;
- assurer le suivi et l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris en faveur du développement durable;
- favoriser l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- disposer d'un programme ciblé, dynamique et orienté vers l'action, et veiller à une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents posés au développement durable.

Les réunions du Forum seront organisées:

- tous les quatre ans sous l'égide de l'Assemblée générale, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, durant deux jours, au début de la session de l'Assemblée générale; et
- tous les ans, sous l'égide de l'ECOSOC, durant huit jours, y compris une réunion ministérielle de trois jours.

Les deux réunions adopteront des déclarations négociées.

Le Forum tenu sous l'égide de l'ECOSOC procédera, à partir de 2016, à des examens réguliers du suivi et de la mise en application des engagements et des objectifs de développement durable, y compris ceux liés aux moyens de mise en œuvre, pris dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015. La résolution considère également les dispositions encadrant la réunion du FPHN en 2015, sous l'égide de l'Assemblée générale, consacrée au lancement du programme de développement de l'après-2015.

COMPTE-RENDU DU FPHN

OUVERTURE DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Dans son allocution d'ouverture, le président de l'Assemblée générale, John Ashe, a déclaré que le Forum vise à répondre plus efficacement aux aspirations et programmes, à un moment où la pratique de la durabilité fournit la seule vraie passerelle entre le passé, le présent et l'avenir. Le Forum doit faire de l'imputabilité un créneau, et utiliser des outils permettant une meilleure participation multipartite. Ashe a noté que, dans ce forum, les participants ont élaboré des objectifs spécifiques qui, une fois adoptés en 2015, permettront de créer un vaste changement structurel et une transformation de la façon dont nous vivons, consommons et réalisons des affaires, dans tous les pays et toutes les sociétés. S'il est utilisé correctement, devait-il affirmer, le Forum deviendra un outil favorisant l'intégration de la durabilité à tous les niveaux. Ashe a précisé que le Forum représente une "occasion unique pour bien faire les choses dès le départ", et une nouvelle institution est une ardoise propre, sans point de référence historique, sur laquelle on peut écrire son but et son avenir.

Le Secrétaire général Ban Ki-moon, a salué l'inauguration du FPHN comme étant une étape importante dans la reconnaissance des résultats de Rio+20. Il a déclaré qu'il était heureux de voir des représentants gouvernementaux de haut niveau ainsi que des délégués des grands groupes sociaux. Soulignant que le Forum doit examiner les progrès réalisés et lancer des partenariats et

des actions visant à concrétiser les objectifs communs, Ban a estimé que le Forum sera en mesure d'apporter de la sagesse aux délibérations sur les objectifs de développement durable (ODD). Il a annoncé la création d'un Conseil consultatif scientifique, hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), pour renforcer l'interface entre la science et la politique.

Néstor Osorio, président de l'ECOSOC, a déclaré que la participation de haut niveau à la réunion témoigne de l'engagement envers le développement durable, en particulier lorsque les pays sont confrontés à de nombreux défis. Il a indiqué que tenu sous l'égide de l'Assemblée générale et de l'ECOSOC, le FPHNest bien placé pour servir de fer de lance de l'ONU dans ses efforts en faveur du changement. Il a souligné que l'Assemblée générale a adopté, voilà trois jours, une résolution visant à renforcer l'ECOSOC et que la relation entre le FPHN et l'ECOSOC est symbiotique, les deux instances se renforçant mutuellement. Il a exprimé l'espoir de voir le Forum disposer d'un processus préparatoire solide et aborder des questions inspirées par les ODD et par le programme de développement de l'après-2015, ainsi que les questions qui n'ont pas de foyer au sein des Nations Unies.

Dilma Rousseff, présidente du Brésil, a déclaré qu'à Rio+20, les gouvernements étaient parvenus à un consensus sur un modèle de développement qui concilie les trois dimensions du développement durable. Elle a indiqué que l'éradication de la pauvreté et la lutte contre le changement climatique sont des préalables essentiels du développement durable, ajoutant que, la pauvreté n'est pas un problème particulier aux pays en développement, et que la protection de l'environnement n'est un but à poursuivre que lorsque la pauvreté a été surmontée. Rousseff a conclu que l'objectif de l'éradication de l'extrême pauvreté est, pour la première fois dans l'histoire humaine, à portée de main, affirmant que cela est déjà accompli au Brésil.

Enrico Letta, premier ministre d'Italie, a déclaré que c'était un honneur, pour son pays, de conduire, avec le Brésil, les consultations devant déterminer le format et les modalités d'organisation du FPHN. Il a souligné que le Forum doit fournir un leadership politique mondial plus fort en faveur du développement durable, y compris les thèmes tels que celui de l'économie verte, et un consensus mondial actualisé sur la sécurité alimentaire. Letta a souligné le besoin de s'assurer, dans le Forum, de la transparence, d'un mécanisme d'examen solide et d'une participation active des parties prenantes. Il a exprimé l'espoir de voir le FPHN être un lieu où les Etats membres et la société civile soient en mesure de partager leurs expériences et élaborer des mécanismes de suivi du développement durable.

Le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, a déclaré que le développement durable est au cœur de la lutte visant à mettre fin à la pauvreté. Au cours des 20 dernières années, beaucoup ont été sortis de la pauvreté, mais des millions restent laissés pour compte et des gains économiques ont un coût pour notre environnement. La dégradation de l'environnement coûte aux pays 8% de leur PIB. Le changement climatique menace de faire reculer les gains, et les moins aptes à s'adapter, c'est-à-dire les pauvres, seront les plus durement touchés. Kim a appelé à l'engagement, à des ressources, à de meilleures données et preuves, à de nouvelles coalitions, à l'innovation et au courage, et a précisé que nous avons besoin d'un ensemble d'objectifs aptes à répondre pleinement aux défis intimement liés à la

pauvreté et au changement climatique. Accomplir des progrès sur ces deux fronts sera le legs le plus important que nous laisserons à nos enfants et petits-enfants.

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a déclaré qu'au 21^e siècle, les politiques « doivent avoir de solides fondements économiques ». Elle a appelé à : des politiques monétaires et budgétaires adaptées à chaque économie; à l'achèvement de la réforme du secteur financier; et à l'élimination des obstacles posés à la croissance en réformant les marchés du travail et en mettant l'accent sur la création d'emplois. Elle a identifié la tarification de l'économie verte comme une autre priorité, en précisant que: "Le mal que nous faisons subir à l'environnement doit être reflété dans le prix que nous payons". Lagarde a appelé à une répartition plus équilibrée des revenus, à travers une meilleure insertion, en particulier des femmes, dans la vie économique.

Gita Sen, représentant les grands groupes, a parlé du point de vue des femmes et des filles, qui sont, un peu partout dans le monde, "depuis trop longtemps subordonnées, accablées par le travail et la responsabilité" et sans la liberté de faire des choix. Elle a appelé le FPHN à être robuste dans quatre domaines en veillant: à s'assurer que les systèmes économiques et financiers mondiaux soient bien réglementés; à maintenir les droits de l'homme au centre du développement durable; à fournir, de manière transparente, des données concernant les partenariats multilatéraux avec le secteur privé; et à permettre la participation de la société civile dans l'élaboration du programme de développement de l'après-2015.

Le reste de la séance a été divisé en une série de dialogues des dirigeants mondiaux. Chacun de ces dialogues a été ouvert par des exposés d'experts, suivis d'un débat.

DIALOGUE DES DIRIGEANTS MONDIAUX, FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU: DE LA VISION A L'ACTION

Josaia Voreqe Bainimarama, premier ministre de Fidji, parlant au nom du G77/Chine, a appelé le FPHN à être, pour la cause du développement durable, une plate-forme plus dynamique et plus solide que la CDD. Il a souligné que nous devons engager un poids politique du plus haut niveau pour renforcer la coopération internationale en faveur du développement durable, relever les défis du prisme de l'éradication de la pauvreté comme objectif primordial, et assurer le suivi des moyens d'exécution, tout en abordant les trois dimensions du développement durable de manière holistique. Il a également appelé le FPHN à jouer un rôle de premier plan dans la conception du programme de développement pour l'après-2015. Il a souligné l'importance de la participation des grands groupes et a appelé à des dialogues multipartites et à veiller à l'équilibre géographique. Il a conclu que cette réunion suscite l'espoir que nous allons commencer, de nouveau, à travailler ensemble pour un avenir meilleur.

José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a déclaré que le développement durable doit être au centre d'une ONU mieux coordonnée. Il a souligné que la lutte contre la pauvreté et l'avancement de la durabilité sont les deux faces d'une même médaille, et alors que la pauvreté et la dégradation de l'environnement sont moralement répréhensibles, elles sont aussi économiquement destructrices. Barroso a appelé à un cadre global ambitieux pour l'après-2015. Il a indiqué que pour que le FPHN soit un succès, il doit se doter: d'un mécanisme solide d'évaluation et de reddition de comptes;

d'une forte contribution de la société civile, de la communauté scientifique et d'autres parties prenantes clés; et d'une souplesse permettant de relever les défis émergents.

Abdullah Gül, président de la Turquie, a déclaré que bien que la communauté internationale ait discuté du développement durable tout au long des quarante dernières années, c'est maintenant seulement que le débat s'est mis à couvrir les dimensions, économiques, sociales et environnementales. Il a précisé que la bonne gouvernance, la paix et la sécurité sont devenues, plus que jamais, des questions importantes, tout comme la protection sociale et l'égalité entre les hommes et les femmes. Gül a exprimé son soutien aux personnes qui sont le plus dans le besoin et aux pays les moins avancés (PMA), et a proposé d'accueillir la conférence d'évaluation à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul.

Sheikha Hasina, premier ministre du Bangladesh, a parlé de la vulnérabilité de son pays au changement climatique. Elle a souligné que le Forum doit faire preuve de leadership pour atteindre les objectifs communs, tout en reconnaissant les besoins particuliers des PMA, des pays en développement enclavés, (PDE) et des PEID. Elle a appelé à accroître l'aide publique au développement (APD) à ces pays, et a indiqué que, face aux nouveaux défis de notre temps, nous devons faire les bons choix pour les générations futures.

Didier Burkhalter, vice-président de la Suisse et Chef du Département fédéral des affaires étrangères, a déclaré que le développement durable doit bénéficier d'une priorité politique au sein de l'ONU. Il a appelé à cinq forces: l'interaction avec d'autres processus pour la détermination du programme de la durabilité, soulignant que le programme de développement pour l'après 2015 et les ODD devraient converger dans un même ordre du jour; l'intégration des trois dimensions du développement durable; la science; l'ouverture et le dialogue avec les diverses parties prenantes; et l'efficacité de l'action. Il s'est félicité de l'accent placé par le Forum sur la mise en application des engagements pris.

Le président a ensuite invité les participants à faire part de leurs observations et remarques.

La Belgique a déclaré que tous les pays ont des problèmes communs, interconnectés et complémentaires et qu'un cadre de développement ambitieux doit y faire face. Le délégué a appelé à une convergence des programmes de développement du GTO et de l'après-2015, et dans la forme et dans le fond. Le représentant a insisté sur quatre thèmes devant y figurer, à savoir: la lutte contre les inégalités; l'évolution des modes actuels de production et de consommation; la réalisation de l'égalité entre hommes et femmes et le respect des droits sexuels et reproductifs; et un financement ambitieux.

La Grèce a déclaré qu'il est important de se concentrer sur la priorité consistant à éradiquer la pauvreté dans le contexte plus large du développement durable. Le délégué a souligné qu'un nouveau programme devrait prendre en ligne de compte les décalages socio-économiques au sein et entre les pays, à travers des politiques simples et mesurables. Au sujet de l'économie verte, il a indiqué qu'il est nécessaire d'engager les deux secteurs, public et privé, et de soutenir l'élaboration de normes internationales.

Le Pérou a souhaité voir les ODD englober des principes éthiques pour les générations présentes et futures. Il a ajouté que les ODD doivent être concis, faciles à communiquer, orientés vers l'action et fondés sur la capacité de chaque pays.

La Chine a présenté les propositions suivantes: s'efforcer de promouvoir le progrès écologique et de favoriser une forte interaction entre les trois dimensions du développement durable; promouvoir un climat favorable pour le développement durable, y compris un système commercial libre, ouvert et non discriminatoire; adhérer au principe des responsabilités communes mais différenciées (RCMD); placer les questions sociales en haut du programme; et créer une méthode et un modèle de développement plus innovants.

Le Japon a déclaré que le FPHN est la boussole qui doit nous guider vers 2015, et que le GTO est le seul processus intergouvernemental de négociation en cours pour discuter du programme de développement de l'après-2015. Dans le comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, le délégué s'est engagé à promouvoir la mobilisation des ressources intérieures et du financement privé.

L'Inde a déclaré que le développement durable est nécessaire pour sortir les gens de la pauvreté et améliorer leur qualité de vie, et que le programme de développement pour l'après-2015 devrait se concentrer sur l'élimination, une fois pour toutes, de la pauvreté et de la faim, et sur l'achèvement du travail inachevé dans la réalisation des OMD. Le délégué a indiqué que le programme doit être fondé sur les principes de Rio, y compris celui des responsabilités communes mais différenciées, traiter le problème de consommation mondiale disparate des ressources naturelles, et travailler à l'amélioration des moyens de mise en œuvre accordés aux pays en développement. L'Inde a également déclaré que l'équité intra-générationnelle, et pas seulement intergénérationnelle, est nécessaire pour parvenir au développement durable.

La Slovaquie a déclaré que les institutions multilatérales doivent devenir plus efficaces, et que le renforcement du cadre retenu pour le développement durable au sein du système des Nations Unies est crucial. Le délégué a ajouté que "la construction d'un avenir plus durable ne peut être réalisé par les seuls diplomates et négociateurs", et a exprimé l'espoir de voir le Forum générer de nouvelles idées et des mesures concrètes.

L'Indonésie a souligné la nécessité de poursuivre un modèle de développement permettant une croissance durable, inclusive et équitable. La représentante a précisé que c'est là une occasion mémorable offerte au FPHN pour s'engager en faveur "d'une intégration totale" du programme de développement durable et de la participation des parties prenantes. Appelant à un organe inclusif et faisant autorité dans le domaine du développement durable, elle a déclaré que le FPHN doit être partie intégrante du programme de développement pour l'après-2015.

L'Égypte a déclaré que la mise en œuvre des OMD a été difficile en raison de la pauvreté, du chômage et des crises alimentaire, énergétique et financière. Le délégué a appelé à des ODD de dimension mondiale et à l'octroi d'une nouvelle vie au processus de développement.

Le Royaume-Uni a accueilli avec satisfaction le rapport du Secrétaire général intitulé, « une vie digne pour tous » (A/68/202). La représentante a souligné que l'égalité des sexes doit être un élément clé dans le cadre de l'après-2015, qui, a-t-elle précisé, doit avoir le développement durable à sa base. Elle a ajouté que la paix et la sécurité ainsi que les droits humains doivent être des résultats, et pas seulement des catalyseurs, du développement. Elle a précisé que le FPHN doit être au cœur du

programme de développement pour l'après-2015, et que les plus pauvres doivent avoir voix au chapitre dans l'élaboration de ce programme.

Le Venezuela a déclaré que le développement durable doit être sensible aux besoins des êtres humains. La représentante a insisté sur le respect de l'État, vu que c'est dans ce cadre que les engagements sont assumés et suivis. Elle a ajouté qu'un espace doit être aménagé pour permettre aux pays de formuler des politiques nationales et de choisir les principes qu'ils souhaitent adopter.

DIALOGUE DES DIRIGEANTS MONDIAUX: DES PARTENARIATS MONDIAUX AXES SUR LE DEVELOPPEMENT POUR CREER DES EMPLOIS ET AMELIORER LES MODES DE VIE DURABLES

Baron Waqa, président de Nauru, a fait référence à la base de données en ligne de Rio+20 qui affiche plus de 300 partenariats mondiaux travaillant dans des domaines liés au développement durable, et a souligné la nécessité de mieux définir ce qu'on entend par « partenariats » pour les rendre plus efficaces. Il a affirmé que les relations des donateurs sont plus efficaces lorsque les intérêts de toutes les parties sont prises en considération, que le soutien budgétaire général est souvent plus efficace que le financement par projet, et que les objectifs du partenariat doivent être définis dès le départ.

Jens Stoltenberg, premier ministre de la Norvège, a déclaré que l'inauguration du FPHN est une occasion pour placer le changement climatique au sommet de l'ordre du jour international, et a appelé à une focalisation sur la tarification du carbone, sur le financement des mesures contre les effets du changement climatique, sans lesquelles, a-t-il affirmé, un nouvel accord en 2015 ne sera pas possible, et à des coupes au niveau des émissions pour réduire le réchauffement de la planète. Il a souligné que les pays nordiques ont prouvé qu'il est possible de réaliser une croissance économique tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

Nawaz Sharif, premier ministre du Pakistan, a appelé le FPHN à aborder la question de l'emploi. Il a décrit les politiques mises en place au Pakistan qui y ont fait avancer la création d'emplois, y compris les micro-financements des petites entreprises, l'autonomisation des femmes et les aides accordées en milieu rural, précisant toutefois qu'il s'agit de solutions juste transitoires, et qu'elles ne créent pas de moyens de subsistance durables. Il a fait part de sa décision, nonobstant les contraintes budgétaires, de faire passer les dépenses destinées à l'éducation au Pakistan, de 2% à 4% du PIB et celles destinées à la santé de 1% à 2% du PIB.

Le président devait ensuite inviter les participants à faire part de leurs observations et remarques.

Le premier ministre de Curaçao, parlant aussi au nom des Pays-Bas, a déclaré qu'il est essentiel que l'ordre du jour du FPHN aborde les trois dimensions du développement durable et établisse un juste équilibre entre elles. Il a ajouté qu'il est important de mettre l'accent sur « ici et maintenant », tout en tenant compte de l'impact global de développement sur les générations futures. Il a appelé à un cadre unique pour le programme de développement de l'après-2015 et les ODD, et a indiqué que le FPHN doit avoir un rôle dans le suivi des objectifs futurs. Il a également appelé à une focalisation particulière sur l'aide aux îles de la région des Caraïbes.

Le Monténégro a appelé, pour l'après-2015, à un cadre de développement axé sur une action englobant l'ensemble des pays, et a demandé une analyse des raisons pour lesquelles l'ODD 8, qui porte sur la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement, n'est pas encore atteint. Il a encouragé la création de formes innovantes de financement du développement, d'un partenariat mondial renouvelé et le renforcement des capacités. Il a particulièrement insisté sur la nécessité de réduire le chômage des jeunes et d'améliorer l'esprit d'entreprise et l'éducation.

Samoa a parlé de sa focalisation accrue sur le développement et sur la création d'opportunités pour les jeunes. En sa qualité d'hôte de la troisième Conférence internationale sur les PEID, en 2014, Samoa entend lancer une initiative de partenariat « des jeunes pour les jeunes », mettant l'accent sur l'emploi des jeunes et impliquant les jeunes, les gouvernements, la société civile et le secteur privé. Il a souligné la nécessité de faire progresser l'autonomisation juridique, sociale et économique des jeunes, ainsi que de créer des opportunités d'autonomisation des femmes.

Le Bénin, intervenant au nom des PMA, a déclaré que cette réunion constitue un bon point de départ pour s'assurer que le FPHN sera une entité efficace, dynamique et performante. Il a signalé que les PMA aimeraient voir le Forum être « une véritable plate-forme pour la responsabilité mutuelle ». Soulignant que la communauté internationale doit travailler avec un sens de responsabilité plus fort et plus audacieux, il a exprimé l'espoir de voir l'humanité être capable de « comprendre les enjeux de cette nouvelle ère ».

L'Afrique du Sud a déclaré que le Forum est, pour les dirigeants, une occasion d'affirmer leur engagement en faveur du développement durable et de stimuler rapidement et efficacement le suivi de Rio+20, et pour s'assurer que les trois dimensions soient traitées de manière équilibrée et cohérente. La représentante a souligné l'importance de la création d'emplois tels que reconnus dans les résultats de Rio+20.

Le Sri Lanka a appelé au respect du principe des responsabilités communes mais différenciées comme guide vers un nouveau cadre de développement durable. Le délégué a mis en exergue quatre éléments importants: les efforts visant à éradiquer la pauvreté; la nécessité de donner aux jeunes une voix plus importante dans le dialogue mondial sur le développement durable; la recherche de financement, la concrétisation des engagements et la réforme des structures financières internationales; et la reconnaissance de l'avancée critique enregistrée par les pays à revenu intermédiaire, qui ont besoin de la coopération financière et technique pour éviter l'inversion de leurs accomplissements.

La Malaisie a déclaré que le FPHN peut jouer un rôle central dans le renforcement des partenariats mondiaux pour le développement, notamment en créant des emplois et en instaurant des modes de vie durables. Le délégué a souligné que les efforts nationaux des pays en développement ont besoin du soutien international, et que l'évolution des attitudes de consommation, dans le monde, est essentielle pour l'instauration d'un mode de vie durable. Il a appelé le FPHN à promouvoir la consommation et la production durables (CPD).

La France a déclaré que l'objectif du FPHN n'est pas seulement de créer un cadre institutionnel plus efficace pour le développement durable, mais de construire la prospérité et de préserver le capital environnemental naturel. Le délégué

a souligné l'impossibilité de choisir entre l'éradication de la pauvreté et le développement durable, faisant noter que nous devons avoir un programme unifié couvrant les trois dimensions du développement durable et notre responsabilité commune de réaliser un mode de CPD pour que tous les êtres humains puissent mener une vie digne.

La Finlande a déclaré que les pays doivent éprouver un sentiment d'urgence fort pour bien répondre au programme de développement durable, et qu'ils doivent avoir la volonté politique de relever les défis qu'il comporte. Le délégué a indiqué que la gouvernance, les droits humains, la paix et la sécurité, sont des conditions préalables au développement durable, et qu'une économie verte inclusive est nécessaire pour créer une croissance verte. Il a insisté sur le cadre décennal de programmation d'un mode de CPD pour accélérer des changements de style de vie dans tous les pays.

La Lituanie a évoqué la nécessité de renforcer l'engagement international en faveur de l'éradication de la pauvreté et du développement durable, tout en accélérant la réalisation des OMD. Le délégué a indiqué que les gouvernements devraient inciter à une approche ascendante du développement durable en veillant à l'égalité des chances pour les femmes, pour les jeunes et pour les communautés locales.

L'Allemagne a déclaré que le respect des droits humains est nécessaire pour la réalisation du développement durable, en particulier ceux des femmes, des enfants et des personnes handicapées, mais qu'un développement économique « responsable et de qualité » et des emplois décents sont également nécessaires. Au sujet du développement économique, la représentante a déclaré que les revenus des pays riches en ressources doivent profiter à leurs populations. Des emplois décents nécessitent une éducation de haute qualité, a-t-elle affirmé, ajoutant qu'une économie verte, durable et inclusive peut conduire à la création d'emplois dans des industries respectueuses de l'environnement.

L'Equateur a souligné la nécessité pour les pays industrialisés de respecter les engagements pris dans le cadre de la convention sur le climat et pour la réduction des gaz à effet de serre. Dénonçant l'impunité des sociétés transnationales pour leurs crimes contre l'environnement, il a déclaré que le développement durable ne concerne pas uniquement l'environnement mais porte aussi sur la modification de la relation entre le capital, le travail, la nature et la politique. Il a souligné deux propositions avancées par l'Equateur: sur une déclaration universelle sur les droits de la nature; et sur les émissions nettes évitées.

La Colombie a rappelé que le défi à relever ne consiste pas seulement à éradiquer la pauvreté, mais aussi à assurer le bien-être d'une classe mondiale émergente. La représentante a appelé, pour l'après-2015, à un programme de développement universel et à la prise au plus haut niveau politique d'un engagement à construire l'avenir que nous voulons. Elle a souligné que le FPHN constituait une pierre angulaire du cadre institutionnel nécessaire à la mise en œuvre et au suivi du programme de développement de l'après-2015 et qu'il accomplissait le travail commencé par la CDD, en reconnaissant ses réalisations ainsi que le fait qu'elle n'a pas été en mesure d'équilibrer les trois dimensions du développement durable.

La Bolivie a déclaré que l'humanité et la nature doivent être considérées ensemble, avec le concept de la Terre-Mère comme élément central des efforts fournis pour le développement. Le délégué a ajouté: que l'humanité ne doit pas être séparée de la

nature; la restauration et la régénération de l'environnement doit faire partie intégrante des politiques concrètes; et que le principe des responsabilités communes mais différenciées, le droit au développement et l'équité sont importantes dans un monde où tant de gens, dans les pays en développement, vivent dans la pauvreté. Il a conclu en soulignant que l'adaptation au changement climatique est un grand défi à relever et que sans la paix, il est impossible d'avoir un développement durable.

Le Kazakhstan a parlé de ses mesures nationales et régionales visant à créer de nouveaux emplois verts, à travers l'investissement dans l'énergie durable et un développement à faible émission de carbone. En tant que président de la 20^e et dernière session de la CDD, le délégué a salué le remplacement de cette dernière par le FPHN. Il a déclaré que le programme de l'après-2015 doit être intégré dans le système des Nations Unies, et que les OMD non encore atteints doivent être inclus dans le nouveau programme.

COURTS MESSAGES CLES A PROPOS DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Wu Hongbo, sous-secrétaire général chargé des affaires économiques et sociales, a déclaré que le FPHN sera à l'avant-garde de l'analyse et des politiques de développement durable. Il a appelé au renforcement de l'interface science - politique et a annoncé la publication de la version prototype du Rapport mondial sur le développement durable. Wu a appelé à une nouvelle initiative internationale visant à améliorer la qualité et la quantité des données concernant le développement durable et à intégrer les statistiques dans le processus décisionnel.

Guy Rider, directeur général de l'Organisation internationale du travail, a indiqué que malgré les compromis entre la durabilité environnementale et les objectifs économiques ou sociaux, nous devons nous concentrer sur leurs « échanges usagés ». Il a souligné que dans une économie verte et propre les investissements peuvent créer des emplois décents, mais que la transition doit être accomplie d'une manière socialement juste et que les socles de protection sociale en sont l'élément clé. Il a rappelé l'accord tripartite sur une transition juste vers le développement durable, conclu à la Conférence de l'OIT en juin 2013.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a déclaré que le commerce international est une condition nécessaire mais pas suffisante pour la réalisation des objectifs de développement durable et que la contribution potentielle positive du commerce au développement mondial nécessite un appui institutionnel aux niveaux national et international.

Kadir Topbas, maire d'Istanbul, a présenté un rapport sur la réunion spéciale sur le thème 'Villes durables', tenue le 23 septembre 2013. Il y a souligné qu'une bonne gestion de l'urbanisation et le comblement du fossé entre les zones rurales et urbaines sont des éléments clés pour la réalisation du nouveau programme de développement. Il a parlé du rôle primordial du niveau sous-national dans la création d'emplois et la fourniture de services de base, qui sont essentiels pour la réduction de la pauvreté et de la maladie. Il a appelé à la consignation de l'urbanisation, dans son sens le plus large, dans un ODD autonome. Il a ajouté que le programme de développement pour l'après-2015 devra aborder également l'entité chargée de la mise en application des politiques et qu'il est besoin, par conséquent,

d'un renforcement des structures de gouvernance multi-niveaux et de nouveaux partenariats urbains en veillant à les rendre plus démocratiques.

Miguel Pestana, Unilever, a déclaré que les défis sociaux, économiques et environnementaux exigent une nouvelle orientation. Il a expliqué que les entreprises doivent prendre en ligne de compte la limite des ressources de la planète et doivent se développer différemment au 21^e siècle, soulignant que pour la lutte contre le changement climatique, la croissance doit être exempte de carbone et arrêter la déforestation. Il a affirmé que le secteur de l'entreprise ne pourra pas réussir dans les sociétés qui n'y parviendront pas, et a appelé à un passage d'un entrepreneuriat conduit par les actionnaires à un entrepreneuriat conduit par les parties prenantes, ainsi qu'à de nouveaux partenariats public-privé, comme Crow Africa et l'Alliance des forêts tropicales. « Le secteur de l'entreprise dispose de la technologie, des compétences, de l'expertise, du champ géographique et du marketing pour améliorer le bien-être de milliards de personnes », a-t-il ajouté.

Phillipa Gardner, représentante des Jeunes, a souligné que les décisions prises par le FPHN auront un impact fort sur les jeunes, compte tenu du fait que la moitié de la population mondiale est âgée de moins de 30 ans. Elle a précisé que les jeunes protestent quand ils perçoivent une déconnexion entre les politiques et leurs réalités et qu'ils devraient avoir la possibilité d'un engagement significatif dans l'élaboration des politiques. Mettant en relief l'aptitude des Jeunes à « traduire les objectifs internationaux en projets nationaux », elle a exhorté les participants à réfléchir aux possibilités qui seraient ouvertes lorsque le potentiel des jeunes est réalisé.

DIALOGUE DES DIRIGEANTS MONDIAUX: CARTOGRAPHIE DE LA VOIE À SUIVRE POUR L'ELIMINATION DE LA PAUVRETÉ ET LA RÉALISATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Donald Ramotar, président de la Guyane, a déclaré que la communauté internationale a fait des progrès importants contre la pauvreté, mais que ces progrès « ne sont pas uniformes et qu'ils ne sont pas irréversibles ». Il a signalé que beaucoup de promesses de dons pour l'atténuation du changement climatique et le financement des mesures d'adaptation n'ont pas été tenues. Il a également parlé des systèmes commerciaux qui « semblent être ligüés contre les pays en développement ». Appelant les pays industrialisés à supprimer les subventions accordées au secteur alimentaire, il a précisé que ce serait le meilleur soutien que les pays en développement pourraient recevoir pour lutter contre la pauvreté.

Anote Tong, président de Kiribati, a mis en exergue les deux questions qui interpellent le plus les petites îles: le faible taux de retour sur leurs ressources et le changement climatique. Il a signalé que la valeur de 400 à 500 millions de dollars de poissons, la ressource la plus importante du pays, est prise hors de sa zone économique exclusive, chaque année, et que le pays n'en perçoit que 8% seulement. Il a souligné qu'une part plus équitable aiderait les efforts fournis par Kiribati pour l'éradication de la pauvreté et la réalisation des OMD, et réduirait son besoin d'aide étrangère, et a exhorté les participants à tenir leurs engagements, « parce que nous en avons besoin. Sinon, cela sera sur votre conscience ».

Danny Faure, vice-président des Seychelles, a déclaré que tous les PEID ont en commun une forte dépendance sur le milieu marin, et a appelé à un débat sur l'économie bleue, une économie verte basée sur le milieu marin. Il a mis en exergue le besoin d'une proposition en faveur d'un ODD consacré aux mers et océans, ou de veiller à ce que le milieu marin et les PEID figurent en bonne place dans l'un des ODD retenus. Il a également souligné la nécessité: d'un traitement privilégié pour les PEID dans le commerce international et dans l'accès au financement; et d'une alternative à l'évaluation, fondée sur le PIB, de la croissance économique.

Le président devait ensuite inviter les participants à faire part de leurs observations et remarques. Le Danemark s'est félicité de constater que le FPHN fait preuve de leadership politique en faveur du développement durable, et tient les pays responsables face à leurs engagements. Il a appelé à des partenariats mondiaux permettant la création d'emplois verts, à un environnement habitant solide, à de nouvelles technologies durables, au commerce international, à un développement agricole permettant de promouvoir l'éradication de la pauvreté et à un mécanisme d'évaluation robuste, complet et transparent. Il a appelé les gouvernements à tenir leurs engagements de financement du développement et à se joindre au Danemark dans le « club exclusif » des cinq nations ayant atteint l'objectif de 0,7% du PIB pour l'APD, que le Danemark a réalisé il y a 34 ans.

Le délégué des Etats-Unis a appelé à une approche unifiée pour mettre fin à l'extrême pauvreté dans un monde confronté au changement climatique. Il a souligné que des questions comme la pauvreté, les conflits et la dégradation de l'environnement s'avèrent de plus en plus étroitement liés, et nous ne parviendrons pas à éradiquer la pauvreté sans lutter contre la déforestation et la désertification. Il a mis en exergue la capacité des partenariats public-privé de lutter contre la pauvreté et de promouvoir la durabilité environnementale, en même temps.

L'Arabie saoudite a exprimé son engagement en faveur du processus et s'est félicitée de l'occasion offerte qui vient renforcer la coopération pour le développement. La représentante a souligné que le pays espère être un membre actif dans la formulation du programme de développement durable, assurant que grâce à la coopération, l'éradication durable de la pauvreté sera atteinte au cours de notre vie.

Le Laos, intervenant au nom des PMA, a déclaré que Rio+20 a reconnu les contraintes auxquelles les PMA se trouvent confrontés en matière de développement durable et a réaffirmé l'engagement mondial à y faire face. Il a dit que la résilience des PMA et leur capacité à faire face aux chocs externes sont particulièrement importantes, et s'est réjoui de « l'intégration pleine et effective des PMA dans l'économie mondiale ».

L'Ukraine a mis l'accent sur trois éléments pour le nouvel ordre du jour international: la protection des droits de l'homme, la réduction des inégalités et la promotion d'un développement économique durable. Il souligné que la récession actuelle montre que l'accent mis sur la croissance n'est pas une fin en soi, et que cela doit être complété par l'investissement dans les personnes, précisant que les capacités des personnes sont de plus grande valeur que les ressources économiques.

Le Qatar a déclaré que le Forum offre l'occasion d'apprendre de l'expérience passée et qu'il est fondé sur les forces des deux organes qui l'on convoqué, l'Assemblée générale et l'ECOSOC. Le délégué s'est félicité du caractère universel du Forum et a souligné l'importance de la coordination.

ONU- HABITAT a souligné le rôle important des villes bien planifiées et bien développées dans la promotion du développement durable, précisant qu'elles sont en mesure d'assurer un développement économique, des modes de vie plus durables et de plus faibles niveaux de dégradation de l'environnement. Toutefois, devait signaler la représentante, 60% du monde qui sera urbain en 2030 reste à construire. Elle a souligné que les villes sont l'endroit où la bataille pour le développement durable sera gagnée ou perdue, appelant l'urbanisation « non pas une mégaévolution, mais un giga-évolution » faisant face à d'immenses défis.

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Bureau Asie/Pacifique, a décrit les consultations thématiques nationales organisées par le PNUD sur le programme de développement pour l'après- 2015. Le représentant a indiqué que plus de 1 million de personnes y ont exprimé leurs points de vue sur le monde qu'ils veulent, et qu'ils veulent que les gouvernements fassent un meilleur travail, soient honnêtes dans la création d'un monde meilleur et soient tenus responsables. Il a ajouté que le PNUD se réjouit de l'intégration de la voix du peuple dans le travail du FPHN.

Le Programme des Nations Unies pour (PNUD) a déclaré que la communauté internationale doit façonner la vision du développement durable en une vie de dignité pour tous. Il a souligné qu'étant donné que le changement climatique et l'érosion de la biodiversité exigent des mesures collectives de dimension mondiale, des partenariats à différents niveaux seront nécessaires. Il a précisé que bien que le PNUD soit chargé de faire avancer le programme environnemental mondial, les projets doivent être intégrés dans toutes les dimensions du développement durable.

L'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a déclaré qu'avec la nouvelle dynamique insufflée au programme du développement durable, ses trois dimensions doivent être intégrées de manière équilibrée. Cet objectif est réalisable, a-t-il affirmé, pour peu que la volonté politique soit présente et que les moyens de mise en œuvre soient mis à disposition. Il a exprimé la foi de l'UICN dans « un avenir durable qui reconnaît l'interdépendance intime entre l'homme et la nature ».

Le représentant de TEDx UN Plaza a expliqué le travail de cet organisme qui consiste à donner vie à des histoires issues des communautés du monde entier et à faire ressortir « la force des idées ». Ils a souligné leur collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales dans l'enquête mondiale MY visant à fournir un premier aperçu des questions locales à l'échelle mondiale, et à relier les données de l'enquête aux récits pertinents de TEDx, aux fins d'inspirer et d'engager plus de personnes dans le débat sur le programme de développement durable pour l'après-2015.

CLÔTURE DE LA RÉUNION

Pour la clôture de la réunion, John Ashe, dans une déclaration lue par le président de séance, a souligné que la première session du Forum a confirmé la volonté des dirigeants à mettre en œuvre la vision de Rio+20 et de placer l'éradication de la pauvreté et le développement durable au cœur du programme de développement pour l'après-2015. Tout le monde est d'accord, devait-il indiquer, que l'éradication de la pauvreté doit être l'objectif primordial dans la transition vers le nouveau programme. Le président a mentionné les appels pour un seul

ensemble d'objectifs et pour le renforcement du partenariat mondial sur le financement et la création de capacités. Il a exprimé l'espoir de voir qu'à sa prochaine réunion, le Forum sera animé d'un sentiment d'accomplissement pour les réalisations déjà accomplies. Le président il a indiqué que le président de l'AG, Ashe, élaborera un compte rendu provisoire des discussions de la journée, qui sera distribué aux participants. Il a clos la réunion à 20h30.

BREVE ANALYSE DE LA CDD ET DU FPHN

« Alors, si vous êtes lassé de la même vieille rengaine, tournez quelques pages ».

REO Speedwagon, « Rouler avec le changement »

Chaque histoire a un début, un milieu et une fin. Mais dans la vie, chaque fin est un nouveau commencement, et cela a été démontré à l'ONU, ce mois-ci. Le 20 septembre 2013, l'ONU a fermé le livre sur la Commission du développement durable, après 20 ans, comme l'a demandé le document final de Rio+20, *« L'avenir que nous voulons »*. En fait, l'avenir que nous voulions à Rio, en 2012, était un nouveau forum pour le suivi et l'examen des progrès réalisés dans la mise en application des engagements en matière de développement durable. Ainsi, le 24 septembre 2013, les Nations Unies ont écrit les premières pages d'une nouvelle histoire: le forum politique de haut niveau sur le développement durable.

La présente brève analyse porte sur la fin de l'ère de la CDD et le démarrage de celle du FPHN.

CHAPITRE 1: LA VOIE SUR LAQUELLE NOUS ETIONS

La CDD a été inaugurée en juin 1993, date du premier anniversaire du Sommet de la Terre, avec un niveau d'enthousiasme et d'énergie rarement vu au siège de l'ONU. Cependant, lorsque les discussions ont commencé en séance plénière, le *Bulletin des Négociations de la Terre* a décrit la scène comme suit: « c'est quasiment comme si le ballon d'espoir s'est soudainement dégonflé... Les délégués ont semblé perdre de vue les problèmes posés dans les domaines de l'environnement et du développement, auxquels le monde aujourd'hui se trouve confronté. Le texte d'Action 21 était plutôt recyclé que renforcé dans un processus fastidieux d'exégèse diplomatique. Des ONG et des délégués découragés ont déclaré que la CDD n'allait sans doute pas être si spéciale que cela et que le soi-disant Esprit de Rio s'est perdu dans le borbier bureaucratique ».

Toutefois, l'ambiance s'est améliorée durant les deux journées du segment de haut niveau. Plus de 50 ministres y ont pris part. Les débats y ont porté sur la traduction des engagements pris à Rio en actions concrètes. Les participants ont avancé un certain nombre de suggestions spécifiques pour le travail de la CDD, dont notamment: la tenue de réunions intersessions organisées par les pays hôtes; la tenue du segment ministériel autour d'une grande table pour créer un environnement propice au dialogue; et la reconnaissance que le développement durable n'est pas le travail des ministres de l'environnement uniquement, mais que les ministres du développement, des finances, de l'économie et d'autres encore devraient participer aux travaux de la CDD. Ils ont souligné le rôle dynamique de la Commission en tant qu'instance politique centrale pour le suivi et l'évaluation d'Action 21 et des autres résultats de la CNUED, et ont souligné la nécessité de donner un nouvel élan et un nouveau profil politique aux activités de la Commission. Ils ont annoncé des

initiatives et des programmes pour montrer que le programme Action 21 est vivant et qu'il ne s'agit pas là d'un document juste destiné à être couvert de poussière sur une étagère.

La première session de fond de la CDD s'est terminée ainsi sur une note positive. Dans la salle du Conseil de tutelle, il y avait un sentiment de communauté et de partenariat. L'esprit de Rio était revenu et il a semblé que la CDD se trouvait sur la bonne voie.

CHAPITRE 20: DEMI-TOUR SUR PLACE ET L'AVENIR EST LE PASSÉ

Au cours des 20 années de son existence, la CDD a pris la réputation d'une plate-forme précieuse pour le traitement de toutes les questions de développement durable, pour l'échange des expériences réussies, pour le dialogue avec les grands groupes sociaux et pour la formation de partenariats. A la séance de clôture de la CDD- 20, de nombreux délégués ont pris la parole pour mettre en exergue ces réalisations avant-gardistes. Comme l'ont souligné les intervenants, la CDD était devenue l'un des rares lieux, au sein de la communauté internationale, où l'interconnexion et la fertilisation croisée entre les diverses dimensions du développement durable pouvaient être déterminées, explorées et exploitées. Alors qu'est ce qui n'a pas marché?

La CDD a été créée en 1993, à une époque d'espoir et d'optimisme international extrême après la fin de la guerre froide. Mais, le terrorisme, les guerres, les crises alimentaire, énergétique, climatique et financière et d'autres réalités politiques et culturelles survenus dans le monde ont eu un impact majeur sur la façon dont les questions de développement durable étaient abordées. Ces facteurs externes ont eu un impact sur le travail de la Commission, mais il y avait aussi des lacunes internes.

La CDD s'est montrée, par exemple, incapable, dans la plupart des cas, de susciter l'intérêt et la participation des ministres de l'économie, des finances et du commerce, qui exercent le plus d'influence sur les budgets et les plans de développement nationaux et qui jouent un rôle déterminant dans l'élaboration des stratégies et des priorités nationales. Au lieu de cela, la CDD s'est transformée en un rassemblement de représentants des ministères de l'environnement, chose qui devait aboutir à la critique qu'il y avait un déséquilibre dans le traitement des trois dimensions du développement durable.

Les décisions et les résultats de la CDD, en particulier durant sa seconde décennie, étaient largement ignorés par les gouvernements. De l'avis de beaucoup, l'incapacité de la CDD à assurer la mise en œuvre nationale a été son principal point faible, suivi de près par celui de l'absence de contrôle sur les décisions passées. Ces deux faiblesses ont conduit certains à juger la Commission inutile.

Un autre inconvénient était le caractère politisé revêtu par les sessions elles-mêmes, chose qui a conduit à un phénomène, bien connu au sein de l'ONU, où des formulations conçues avec soin, comme « ressources financières nouvelles et supplémentaires », acquiert une vie propre. Comme l'a fait observer le *Bulletin des Négociations de la Terre* en 2011, « Déconnectée de la réalité sur le terrain, les formulations, au sein du système de l'ONU, vivent dans une réalité virtuelle, passant d'un document à l'autre. Leur rang est quasiment biblique et toute violation sémantique est capable de faire ou de défaire une conférence ».

Enfin, en dépit du fait que la CDD ait été pionnière dans l'utilisation de dialogues multipartites, comme l'ont fait observer certains grands groupes à la CDD-20, les dialogues ont progressivement rapetissé, à la fois en stature et en assiduité. L'édition 2013 du Rapport du Secrétaire général portant sur « Les enseignements tirés de la Commission du développement durable » (A/67/757) mentionne ces problèmes et d'autres encore, qui figurent dans de nombreux commentaires présentés à la CDD-20. En fin de compte, les lacunes de la CDD, telles que mises en évidence, en particulier à la CDD-19 en 2011, dépassent ses réussites.

UN NOUVEAU CHAPITRE 1: CHAQUE FIN EST UN NOUVEAU COMMENCEMENT

La réunion inaugurale du FPHN a fourni l'occasion d'ouvrir un nouveau chapitre dans la gouvernance du développement durable. Les délégués ont convenu que le Forum a connu un début enthousiaste à bien des égards. La participation de présidents, de premiers ministres et de vice-présidents, en a fait une vraie réunion de « haut niveau ». Et, comme pour marquer un changement par rapport à la CDD, les ministres de l'environnement n'étaient pas les seuls à être présents dans la salle. Parmi les intervenants figuraient des ministres des affaires étrangères, de la coopération et du développement, des affaires multilatérales, de l'irrigation et de la gestion des ressources en eau, du développement social et du commerce, ce qui a conféré plus d'équilibre dans le traitement des trois dimensions du développement durable. La présence du président du Groupe de la Banque mondiale et de la directrice générale du FMI a marqué un certain sérieux et a témoigné de l'importance que les institutions financières entendent prêter à ce processus.

Les dirigeants mondiaux ont articulé un certain nombre de propositions concrètes sur le rôle du FPHN: ce dernier devrait inclure les parties prenantes, mettre l'accent sur la reddition de comptes, revoir le programme de développement de l'après-2015 et la mise en œuvre des ODD, et examiner les thèmes dans des perspectives scientifiques et locales. Il y avait aussi accord général sur le besoin d'un équilibre réel entre les trois dimensions du développement durable, et sur la nécessité, pour le FPHN, de chercher à intégrer ces dimensions dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Reste que derrière de nombreux commentaires positifs, il y a encore beaucoup d'incertitude quant à l'avenir du FPHN et quant à ce qu'il sera en mesure d'accomplir réellement. Le FPHN tirera-t-il des enseignements utiles des lacunes de la CDD et sera-t-il capable de faire avancer le dialogue sur le développement durable? Quelle sera la relation entre le FPHN, le programme de développement de l'après-2015 et les ODD? Sera-t-il en mesure de maintenir un équilibre entre l'essor économique, le développement social et la protection environnementale? Son caractère de haut niveau sera-t-il maintenu ou finira-t-il par devenir juste autre organe de l'ONU?

En fin d'après-midi, la salle du Conseil de tutelle a commencé à se vider, les présidents, premiers ministres et autres officiels ayant quitté pour se rendre aux réceptions et réunions organisées en l'honneur de l'ouverture de la 68^e session de l'Assemblée générale. Ceux qui sont restés étaient, pour la plupart, inspirés par ce qu'ils ont entendu et ont exprimé l'espoir de voir se poursuivre l'enthousiasme qui a régné à la session de démarrage du Forum. Comme l'a dit dans ses remarques de clôture le président de l'AGNU, John Ashe, « La décision de Rio+20

d'établir un forum politique de haut niveau est une étape puissante pour l'intégration du développement durable dans le programme de développement de l'après-2015. Le Forum sera, pour la communauté internationale, le foyer du traitement et de la coordination de l'ensemble des enjeux du développement durable. En tant que gardien du développement durable, il peut fournir aux dirigeants mondiaux, une plate-forme pour y réfléchir sur les priorités d'aujourd'hui, non pas isolément mais de manière holiste ».

La prochaine étape du processus sera la session de huit jours du Forum, organisée sous l'égide du Conseil économique et social, fin juin ou début juillet 2014. Dans l'intervalle, il appartiendra aux gouvernements et aux fonctionnaires de l'ONU de s'assurer que la dynamique se maintienne et que le FPHN écrive un vrai nouveau chapitre dans l'histoire de la gouvernance du développement durable.

REUNIONS A VENIR

Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement: L'Assemblée générale des Nations Unies tiendra ce Dialogue de haut niveau dans l'objectif de déterminer les mesures concrètes devant être prises pour renforcer la cohérence et la coopération à tous les niveaux, en vue d'améliorer les avantages tirés des migrations internationales à la fois pour les migrants et pour les pays, et leur lien important avec le développement, tout en en réduisant les incidences négatives. Ce Dialogue de deux jours portera sur: les effets des migrations internationales sur le développement durable et les priorités pertinentes pour le cadre du développement pour l'après-2015; les droits humains, le trafic et la migration régulière; les partenariats et la coopération; et la mobilité de la main-d'œuvre et le développement. **dates:** 3-4 octobre 2013 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Joao Dourado Quintaes **téléphone:** +1-212-963-4767 **télécopie:** +1-212-963-3301 **courriel:** douradoquintaes@un.org **www:** <http://www.un.org/esa/population/meetings/HLD2013/mainhld2013.html>

Troisième Forum mondial sur la Croissance verte: Le troisième Forum mondial sur la croissance verte (FM3) vise à être une plate-forme pour le développement ou le renforcement des partenariats public-privé disponibles pour la promotion de la croissance verte et sera accueilli par le gouvernement danois en partenariat avec les gouvernements de Chine, du Kenya, de la République de Corée, du Mexique et du Qatar. Axé, de manière générale, sur l'amélioration de l'efficacité des ressources, dans la chaîne de valeur, l'événement mettra également l'accent sur les domaines thématiques suivants: l'énergie, l'eau, l'alimentation et l'écologisation de la chaîne de valeur. Il fournira également aux dirigeants de la croissance verte l'occasion de discuter des voies et moyens de financer la croissance verte, de créer une demande de croissance verte et de renforcer les incitations économiques pour la transition vers une économie verte. **dates:** 21-22 octobre 2013 **lieu:** Copenhague, Danemark **contact:** 3GF Secretariat **téléphone:** +45-3392-0000 **courriel:** 3gf@um.dk **www:** <http://3gf.dk/en/>

Symposium de haut niveau sur la coopération au développement dans l'après-2015: Développement durable pour tous: Le Symposium de haut niveau contribuera aux discussions internationales sur le programme de développement pour l'après-2015 et préparera le Forum de l'ECOSOC sur la coopération pour le développement (FDC), prévu en 2014. La

réunion rassemblera des experts des pays donateurs et des pays hôtes du programme, les organisations internationales, la société civile et le secteur privé pour discuter: de la manière dont la coopération au développement peut favoriser un développement équitable et durable; de la façon dont les fonds seront répartis entre les pays et les secteurs; des voies et moyens dont les Fonds d'aide pourraient mobiliser des sources de financement supplémentaire; et de la manière dont l'efficacité de l'aide et la responsabilisation pourraient être améliorées. Il s'agit là de la deuxième réunion d'une série de manifestations préparatoires du FDC. **dates:** 24-25 octobre 2013 **lieu:** Montreux, Suisse **contact:** DCF Secretariat **courriel:** dcf@un.org **www:** http://www.un.org/en/ecosoc/newfunct/pdf13/one_pager_switzerland_hls.pdf

Réunion intersessions entre les Grands groupes et autres parties prenantes et le Groupe de travail ouvert à tous sur les ODD:

Les coprésidents du Groupe de travail ouvert à tous, de l'AGNU (GTO) sur les objectifs de développement durable (ODD) tiendront au moins deux réunions intersessions entre les membres du GTO et les parties prenantes, aux fins de faciliter la participation des principaux groupes et autres parties prenantes. Le premier événement multi-partite aura lieu le vendredi 22 novembre, juste avant la cinquième session des travaux du GTO, du 25 au 27 novembre. Le deuxième événement multipartite aura lieu début 2014.

date: 22 novembre 2013 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** Chantal Line Carpentier, UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-917-367-8388 **courriel:** carpentier@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=13&nr=484&menu=1544>

Cinquième session du GTO sur les ODD: La GTO-5 mettra l'accent sur la croissance économique durable et inclusive, les questions de politique macroéconomique (y compris le commerce international, le système financier international et la viabilité de la dette extérieure), le développement des infrastructures et l'énergie. **dates:** 25-27 novembre 2013 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Deuxième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable:

la deuxième session du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable est prévu pour décembre prochain. **dates:** 2-6 décembre 2013 (provisoire) **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1558>

Sixième session du GTO sur les ODD: La GTO-6 sera axée sur les moyens de mise en œuvre, le partenariat mondial pour le développement durable, les besoins des pays en situation particulière: les pays africains, les PMA, les pays en développement sans littoral et les PEID ainsi que sur les défis spécifiques auxquels se trouvent confrontés les pays à revenu intermédiaire, et sur les droits humains, le droit au développement et la gouvernance mondiale. **dates:** 9-13 décembre 2013 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Septième session du GTO sur les ODD: La GTO-7 se concentrera sur les villes durables et les établissements humains, le transport durable, les modes de consommation et de production durables (y compris les produits chimiques et les déchets), et le changement climatique et la prévention des risques de catastrophe. **dates:** 6-10 janvier 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Huitième session du GTO sur les ODD: La GTO-8 mettra l'accent sur les océans et les mers, les forêts, la biodiversité, la promotion de l'égalité, y compris l'équité sociale, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, et la prévention des conflits, la consolidation de la paix, la construction de la paix après les conflits et la promotion d'une paix durable, la primauté du droit et la bonne gouvernance. **dates:** 3-7 février 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1549>

Forum politique à haut niveau sur le développement durable: La prochaine réunion du FPHN aura lieu sous l'égide du Conseil économique et social, pendant huit jours, comprenant un segment ministériel de haut niveau de trois jours. **dates:** juin-juillet 2014 **lieu:** Siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division for Sustainable Development **téléphone:** +1-212-963-8102 **télécopie:** +1-212-963-4260 **courriel:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1556>

Pour les réunions et mises à jour supplémentaires, voir l'adresse <http://post2015.iisd.org/>

GLOSSAIRE

RCMD	Responsabilités communes mais différenciées
CDD	Commission du développement durable
ECOSOC	UN Economic and Social Council
PIB	Produit intérieur brut
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
PMA	Pays les moins avancés
PDSL	Les pays en développement sans littoral
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
APD	Aide publique au développement
GTO	Groupe de travail de l'AGNU ouvert à tous sur les objectifs du développement durable
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable (ou CNUDD)
CPD	Mode de consommation et production durable
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits Etats insulaires en développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies